

Il a ensuite déclaré:

Par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le gouvernement a participé à l'élaboration de programmes de logements sociaux dans le cadre desquels les particuliers bénéficient de subventions.

Il s'agit du financement provenant des paiements de transfert aux provinces, monsieur le Président.

Le secrétaire parlementaire a ajouté:

Comme l'expression n'est pas très heureuse, certains préfèrent parler de logements à prix abordables.

On ne sait pas d'où le secrétaire parlementaire tient ses idées sur la façon dont on a fourni à la société des logements à prix abordable au cours des années. Les gouvernements à tous les paliers se sont occupés depuis longtemps de construire des logements à prix abordable pour de très bonnes raisons. Cela répond non seulement à un besoin social, mais cela stimule aussi énormément la création d'emplois dans notre pays. Pour chaque nouvel emploi dans le secteur de la construction, on estime qu'il y a trois ou quatre emplois supplémentaires créés dans l'industrie pour fournir les matériaux et les autres produits utilisés dans la construction de logements. Cette construction n'est pas seulement un moyen de répondre à un besoin social de la part du gouvernement, elle constitue aussi une partie très importante de notre économie. Comme le secrétaire parlementaire n'en tient pas compte et fait ce genre de remarques idiotes, je me demande pourquoi il occupe ce poste... cela me dépasse complètement. Il vaudrait mieux qu'il soit muté à quelque chose qu'il connaisse un peu, parce qu'évidemment il ne connaît rien au logement ni à la place qu'il occupe dans notre économie.

Hier j'ai parlé de la façon dont le gouvernement avait réussi par ses budgets successifs à s'occuper des riches en taxant encore plus les pauvres. Au lieu d'améliorer la situation, le gouvernement l'a empirée.

La discussion du budget a porté principalement sur les disparités régionales. Le gouvernement se dit préoccupé par les disparités dont souffrent les diverses régions du Canada, spécialement l'Ouest et les provinces atlantiques. Mais il ne parle pas de ce qu'il fait aux transferts destinés à ces provinces, des difficultés qu'il leur crée.

Vous faites signe que j'arrive au bout de mon temps, monsieur le Président. Peut-être aurai-je la possibilité de reprendre cette question à un autre moment.

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, nous avons eu une journée mouvementée en Chambre et, malgré les distractions apportées par d'autres sujets, je suis heureux de pouvoir participer à la discussion du budget. J'estime qu'il appartient à l'opposition—à notre porte-parole, le très compétent député de Laval-des-Rapides (M. Garneau), et au chef de l'opposition—de traiter de ce qui après tout est l'élément le plus important du calendrier parlementaire, c'est-à-dire l'examen des dépenses et des politiques fiscales du gouvernement. Si le Parlement est ce qu'il est, c'est pour discuter des mesures proposées par le gouvernement en matière d'impôt et de dépenses. Nous ne saurions avoir de rôle plus élevé.

Sans vouloir blesser personne en Chambre, je regrette un peu qu'à l'ère de la télévision, il y ait si peu de députés pour participer aux délibérations que vous dirigez, monsieur le Président, à l'occasion d'un débat de cette importance.

Le budget—M. Turner (Vancouver Quadra)

Le discours prononcé à la Chambre l'après-midi du 10 février par le ministre des Finances (M. Wilson) et télédiffusé en direct dans tout le pays n'était pas un budget. C'était le message politique gratuit le plus long de l'histoire du pays. Comme nous pouvions nous y attendre du gouvernement, cette allocution ne respectait même pas le règlement relatif au contenu canadien minimum. Le ministre était trop occupé à répéter certaines des vieilles théories nautiques de Ronald Reagan. Il a fièrement annoncé à la Chambre et au pays que nous «maintenions le cap». Tout cela est très bien si vous êtes assez riche pour posséder un yacht, si vous savez où vous allez et si vous pouvez vous y rendre avec ce yacht, mais pour les millions d'hommes, de femmes et d'enfants canadiens qui vivent près du seuil de la pauvreté, «maintenir le cap» signifie faire la queue encore une fois à la banque d'alimentation et au centre d'accueil et espérer avoir assez de nourriture pour survivre et un peu d'argent pour se vêtir. Il y a de moins en moins de possibilités dans ce merveilleux monde conservateur symbolisé par le ministre des Finances.

Pour ceux qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts, le gouvernement utilise une autre théorie démodée du président Reagan, la théorie des miettes. Selon cette dernière, il s'agit de donner assez d'argent aux riches, sous forme d'exemptions fiscales, d'encouragements fiscaux, de réductions d'impôts, pour qu'au bout d'un certain temps il en tombe quelques miettes dans les mains reconnaissantes des pauvres et des démunis.

Au cours de la pause, j'ai lu quelques passages de Darwin et de Malthus. Ce budget est darwinien. Il prône la loi du plus fort. La théorie conservatrice veut que si on les abandonne à leur sort, les défavorisés, les personnes handicapées ou âgées, les chômeurs et les sans-abri seront bien obligés de se prendre en main et de s'en sortir. Comme s'il y avait quelque chose de honteux à être chômeur ou handicapé. Mais ce que le ministre s'est bien gardé de dire, c'est que le gouvernement, au lieu de tendre la perche à ces gens-là, les assomme à coups d'impôts.

Le ministre s'est moins soucié, dans son discours, de proposer un plan d'action pour l'avenir que de récapituler très sélectivement, de régurgiter les réalisations du gouvernement depuis 1984. Il a profité d'un temps d'antenne gratuit, aux frais des Canadiens et aux dépens du Parlement, pour faire passer son message politique. C'était un banc d'essai pour la prochaine campagne électorale. Parlant d'essai, on ne peut pas qualifier cet exercice de coup de maître. Le ministre nous a exposé sa propre version des Olympiques économiques, une série de tableaux, de graphiques, d'études et de chiffres pour nous démontrer que le Canada se portait mieux que n'importe quel autre pays industrialisé. Comme tactique de diversion, c'est impressionnant. Chapeau bas devant de telles aptitudes en relations publiques. On nous a peint un fort joli tableau. Une bien belle histoire qui ne manquerait pas d'intéresser beaucoup les Canadiens si elle était racontée noir sur blanc dans les documents du ministre. Et la diffusion de ces documents dans tout le pays, aux frais de la princesse, aux dépens des contribuables canadiens, n'est peut-être pas entièrement étrangère aux desseins du ministre. Mais le discours et les documents en question ne racontent pas toute l'histoire. Ils ne dressent pas un tableau complet de ce qu'a fait le gouvernement depuis son accession au pouvoir.